

La VRAIE raison pour laquelle l'Europe s'est autodétruite | Dr Ulrike Guérot

Les Européens commettent une forme d'autodestruction collective. Et il y a une très mauvaise raison à cela. Symposium de l'Université de Kyoto 2026 : « La géopolitique au temps des monstres »
Conférence principale 2 (présentation 6) : Dr Ulrike Guérot Ulrike Guérot examine la crise politique de l'Europe, affirmant que l'intégration économique a progressé sans les institutions démocratiques nécessaires pour la soutenir. Elle retrace les tensions entre l'indépendance européenne, l'influence américaine, les gouvernements nationaux et l'euro, puis s'interroge sur le pouvoir des entreprises, la censure et le déclin culturel. La discussion aborde le colonialisme, le capitalisme et les limites du libéralisme. Dans un échange avec le public de Kyoto, Guérot expose son alternative : une république européenne fondée sur l'égalité de citoyenneté, la représentation démocratique et un engagement renouvelé en faveur du bien commun. Liens d'Ulrike : Site officiel : <https://www.ulrike-guerot.de/> Enfin l'Europe ! (livre évoqué) : <https://westendverlag.de/Endlich-Europa/2437>
Programme du symposium de Kyoto : <https://neutralitystudies.com/events/kyoto-symposium-2026>
Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com>
Soutenez Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/donate> Boutique de Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/shop> Horodatages 00:00 L'Europe au temps des monstres 07:16 Intégration économique sans union politique 09:11 Soutenez Neutrality Studies 12:07 Indépendance européenne et influence américaine 24:24 La crise institutionnelle et démocratique de l'UE 42:44 Pouvoir des entreprises, censure et culture 01:00:15 Questions-réponses : pragmatisme, américanisation et austérité 01:20:37 Questions-réponses : colonialisme, libéralisme et république européenne

#Ulrike Guérot

Oui, je suis très heureux d'être ici et de parler de l'Europe. Même si, ces temps-ci, je ne saurais pas vraiment dire ce qu'est encore l'Europe. Est-ce que l'Europe, c'est l'Union européenne ? Est-ce que c'est plus que l'Union européenne ? Je crois qu'on peut tous convenir que l'Europe est en grande difficulté. Des difficultés économiques, géostratégiques, politiques, sociales... économiques, partout. Mais d'abord, oui, bon. Je crois que cela a été dit hier : ce sont, en quelque sorte, les temps des monstres, n'est-ce pas ? Et je me suis fait une petite réflexion : si l'on parcourt l'histoire européenne, ne pourrait-on pas soutenir qu'au début de presque chaque siècle, nous avons eu quelque chose comme trente ans de guerre ?

Vous vous souvenez des guerres de religion au seizième siècle ? Vous vous souvenez de la période allant de mille six cent dix-huit à mille six cent quarante-huit, quand nous avons eu la paix autrichienne ? Vous vous souvenez de la fin du dix-huitième siècle et du début de l'ère

napoléonienne ? Alors, on peut se dire — et puis, bien sûr, le siècle dernier, et maintenant celui-ci — je veux dire, la guerre s'infiltre peu à peu en Europe, mais elle n'y est pas encore. Mais on peut se dire qu'au début de chaque siècle, il y a des années troublées, dix, vingt ans, qui sont toujours le temps des monstres. Voilà, c'était simplement une réflexion. Et ce que vous regardez ici, pour le dire d'emblée, c'est ma carte de l'Europe la plus ancienne, celle que j'aime le plus.

C'est, c'est l'Europe. C'est Europa Regina, Prima Pars. Donc, c'est une reine. « Regina » veut dire « reine » en latin, et elle est belle. Et voici Madame Europe, la première carte de mille cinq cent trente-quatre. J'aime cette carte parce qu'elle a été découverte en Basse-Autriche, à l'époque où j'y enseignais. Ensuite, la petite ville où elle a été trouvée a construit un petit musée autour de la carte. J'ai eu le plaisir d'inaugurer ce petit musée. C'est, si vous voulez, une toute petite maison construite autour de la carte. Donc, en mille cinq cent trente-quatre, au cœur des guerres de religion, quand le christianisme s'est scindé entre le protestantisme, Luther, et le catholicisme, c'était, au fond, la première représentation d'une entité européenne unie et entière.

Et elle prend la forme d'un corps féminin, ce qui me semble important. Je reviendrai sur cette carte, mais pendant que je parle, qu'est-ce que vous regardez ? Vous regardez la reine, la Regina de l'Europe. Et je pense qu'il est important de dire qu'au fil des siècles, il y a eu de nombreuses tentatives pour unifier l'Europe. Et probablement que la dernière a échoué avec Charles Quint, au seizième siècle. Comme il n'est pas parvenu à unifier son empire, il s'est, en quelque sorte, retiré dans un monastère. Il était donc très triste de ne pas avoir pu unir, de ne pas avoir pu donner une structure politique à l'ensemble de l'Europe. Donc, cinq cents ans plus tard, nous sommes toujours confrontés à la difficulté d'unifier le continent dans une structure politique qui, apparemment, ne fonctionne pas.

Personne ne dit, ni ne prétend — moi non plus — que l'Union européenne soit une structure qui permette à l'Europe de marcher et de fonctionner. Partons de là : depuis des siècles, on lutte pour unir l'Europe dans une structure politique, et nous n'y sommes jamais parvenus. D'une certaine manière, c'est un désastre. Nous sommes un continent très riche, un continent très intelligent, avec beaucoup de bonnes universités et beaucoup de gens brillants. Mais, pendant des siècles, nous n'avons pas réussi à donner à Madame Regina une forme politique et institutionnelle, ou un organe qui fonctionne. Si nous disons que l'Union européenne n'est pas une structure adaptée et fonctionnelle pour cette partie du monde... Alors, nous parlons ici de géopolitique à l'époque des monstres, de l'ordre mondial et des perceptions internationales. Eh bien, la première question est la suivante : aujourd'hui, existe-t-il encore une perception de l'Europe dans le monde ?

Je veux dire, j'aimerais poser la question à mes collègues chinois ou à mes collègues américains. Les Américains diraient : il y a vingt ans, l'Europe partait à vau-l'eau. Donc je sais que les Américains n'en ont, pardon de le dire, rien à foutre de l'Europe. C'est ça, en quelque sorte, l'opinion courante. Je pense, ou je ressens, que certains autres pays, comme la Chine, la Russie ou l'Iran, regardent encore un peu vers l'Europe. Les Latino-Américains aussi regardent un peu vers l'Europe, pour voir si l'Europe, en tant que continent, peut s'en sortir et revenir à la démocratie, au social, et ainsi de

suite. Mais les gens qui regardent réellement l'Europe, la plupart sont perplexes, parce que ce qui se passe n'est pas beau.

Et entre le triomphalisme qu'on peut trouver aux États-Unis et l'inquiétude qu'on peut trouver dans d'autres pays, la perception géopolitique de l'Europe est la suivante : il y a là un continent qui, au fond, est riche et prospère, mais qui n'arrive pas à se mettre en ordre de marche, qui n'en est pas capable, vous voyez, enfin... Et la question est donc la suivante : y aura-t-il une Europe dans le monde multipolaire ? Parce que ce que nous décrivons ici, dans cette conférence, depuis trois ans et trois jours, c'est essentiellement le passage de la Pax Americana à un monde multipolaire. Et donc, la question qui se pose est : y aura-t-il une Europe unie, politiquement et institutionnellement, qui fonctionne, et qui soit l'un des pôles de ce monde multipolaire ?

Ou bien l'Europe va-t-elle rester avec tous ces États-nations, ces petits États, peu importe, avec tous les problèmes que cela pose, et ne pas devenir un pôle du monde multipolaire ? Parce qu'elle ne représente que trois pour cent de la population mondiale, qu'elle se désagrège, qu'elle n'a plus d'industrie digne de ce nom, et ainsi de suite. Je soutiendrai donc qu'évidemment, l'Europe devrait s'efforcer de devenir une entité différente et de trouver sa place dans un monde multipolaire. Mais pour l'instant, rien ne laisse penser que nous soyons sur la bonne voie. Donc, si nous partons de là, il faut d'abord... Dans la première partie de ma présentation, j'aborderai les erreurs commises au cours des soixante-dix dernières années d'intégration européenne. Ensuite, je parlerai de l'économie politique de la France, de l'Allemagne et de certains pays européens aujourd'hui, ainsi que des difficultés qu'ils rencontrent actuellement.

Et puis, à la fin, parlons un peu de la culture, et de ce qui se passe vraiment, sur le plan philosophique, en Europe. Mais, pour commencer, restons sur ce qui n'a pas marché. En gros, tout a mal tourné depuis l'institution européenne du charbon et de l'acier. Vous voyez, le fait est que nous avons mené ce qu'on appelle l'intégration européenne depuis soixante-dix ans. Cela a commencé, en substance, en mille neuf cent cinquante, avec Jean Monnet et tout le reste. Puis il y a eu le traité de Rome, en mille neuf cent cinquante-sept. Ensuite, nous avons créé le marché unique. Puis nous avons mis en place la monnaie, et ainsi de suite. Cela fait donc soixante-dix ans de tentative institutionnelle fondée sur ce que nous appelons, en science politique, le néofonctionnalisme. C'est l'idée que l'intégration économique déclencherait l'intégration politique.

Soixante-dix ans plus tard, on en vient à penser que ça n'est jamais arrivé. Nous avons donc eu beaucoup d'intégration économique, sans jamais faire de véritable intégration politique. Et c'est, au fond, le principal défaut d'un système qui ne correspond pas aux citoyens, ni à leurs intérêts. C'est juste un sous-marin jaune, là-haut à Bruxelles, en Belgique, qui ne fonctionne pas comme nous avons l'habitude de voir fonctionner les institutions. Je veux dire, le simple fait de dire que le système européen est qualifié de « sui generis »... Nous avons inventé ce système d'États-nations avec une Commission. C'est totalement contre-nature pour un système institutionnel appelé démocratie.

#Pascal

Juste un petit mot, très rapide. La meilleure façon de soutenir cette chaîne, c'est de vous inscrire gratuitement à mon Substack. Vous pouvez aussi nous aider avec un abonnement payant, ou vous procurer certains de nos nouveaux produits dérivés sur neutralitystudies.com. Les liens sont ci-dessous. À bientôt là-bas.

#Ulrike Guérot

Et donc, il y a beaucoup, beaucoup, beaucoup de failles. Ce qui est intéressant, c'est qu'il y a eu, en Europe, des périodes et des moments où nous avons essayé d'y faire face. Je travaillais pour Jacques Delors dans les années quatre-vingt-dix, et je me souviens d'une époque où Juncker, Helmut Kohl, Mitterrand et Jacques Delors... enfin, c'était un autre temps, une autre période de l'histoire, d'autres hommes. Tous enfants de la guerre, ils avaient l'ambition d'unir véritablement le continent, au fond. Et ils ont échoué. Il y a de nombreuses raisons à cet échec. Mais si l'on se souvient du traité de Maastricht, il y avait une tentative de créer une union politique. Il y avait aussi une tentative de créer une union sociale.

Tout cela a été, en gros, torpillé par Margaret Thatcher. Mais il y a eu des tentatives d'unification, pour assurer la sécurité européenne sans l'OTAN. Je veux dire, entre mille neuf cent quatre-vingt-neuf et mille neuf cent quatre-vingt-douze, il y a eu beaucoup de tentatives pour passer au-delà du mur. Le mur de Berlin est tombé. Maintenant, on fait l'Europe. On s'émancipe des États-Unis. On fait Saint-Malo. Même les Britanniques étaient partants. Les Britanniques eux-mêmes ont parlé d'entrer dans l'euro en deux mille un. On voulait mener ce projet d'émancipation de l'Europe. L'euro en faisait partie, vous savez, parce que Kissinger nous avait dit, dans les années soixante-dix : « Le dollar, c'est notre monnaie et votre problème. » Alors, on a créé cette monnaie commune.

Et puis, vous savez, il y a eu trente années entières d'émancipation, de construction d'une union politique. Et je sais que c'est difficile à comprendre aujourd'hui, mais j'ai soixante-deux ans. Quand je repense à cette époque, le débat dans les années quatre-vingt-dix était totalement différent. On ne pouvait pas avancer le moindre argument contre l'Europe. Aucun parti ne le pouvait. Tout le monde était pro-européen. On connaissait la paix après quatre-vingt-neuf. Enfin, il y avait un immense élan, immense. Tous les écrivains, tous les... enfin, avec Delors, beaucoup de projets artistiques ont été lancés pour écrire des romans européens et trouver une identité européenne. C'était vraiment, vraiment très différent d'aujourd'hui. Et le fait est que, selon moi, le projet a été en partie torpillé par les États-Unis. Enfin, il y a eu beaucoup d'ingérences.

Au moment où nous avons failli y parvenir, en deux mille un : Poutine, le Bundestag, une entente avec la Russie ; en deux mille deux, la création de l'euro ; en deux mille trois, la Constitution ; en deux mille quatre, l'élargissement. C'était un moment où nous avions tout, ou presque. Vous voyez ? Tous les grands projets dont parlait Jacques Delors étaient presque réalisés. Et puis, en deux mille quatre, tout a dégringolé en montagnes russes. Oui. L'élargissement est donc devenu, en quelque

sorte, le cheval de Troie des Européens de l'Est, qui se sont positionnés contre les Européens de l'Ouest. Hier, on a évoqué cette idée de la nouvelle Europe et de la vieille Europe. Vous voyez ? Les Américains sont allés en Irak et ont ensuite divisé l'Europe.

Je me souviens de l'article dans le Wall Street Journal, où George W. Bush Junior disait, en gros, qu'il y avait désormais une nouvelle Europe. Et que cette nouvelle Europe, c'était l'Est. L'ancienne Europe, c'étaient Chirac et Schröder. Nous avions quelques doutes sur l'Irak. C'était donc bien joué, pour diviser l'Europe au moment de l'élargissement. Et ce fut un désastre pour l'unité européenne. Par conséquent, la Constitution a échoué, parce qu'avec ces dix nouveaux membres, puis ces douze nouveaux membres à bord, elle n'avait plus aucune chance. À l'époque, je travaillais pour Jacques Delors. Je pourrais vous raconter une infinité d'histoires sur la façon dont les Américains s'ingéraient, par exemple, dans la formulation même du poste de ministre européen des Affaires étrangères, parce que Joschka Fischer voulait devenir ministre européen des Affaires étrangères.

Mais ensuite, on l'a appelée la Haute Représentante pour la politique étrangère et de sécurité. Et ça, ce n'est pas un titre. C'est évident. Enfin, tout ça a été rejeté par vote. La Constitution européenne a été rejetée. Et l'euro est devenu néolibéral parce que l'architecture sociale a échoué. Delors avait un projet d'Europe sociale. On voit donc qu'il y a eu un moment où l'Europe était, en quelque sorte, presque parvenue à s'institutionnaliser : avec une Constitution, une monnaie, un élargissement, et la construction d'une architecture de paix avec la Russie, entre deux mille un et deux mille quatre. Puis, ça a été les montagnes russes. Oui. Et depuis, elle ne s'est jamais relevée. Parce qu'à partir de là, l'Europe, qui n'était pas politiquement unie, a trébuché sur la crise bancaire. En fait, une crise hypothécaire américaine qu'on a fait avaler à l'Europe.

On a ensuite appelé ça une crise de l'euro, et on a accusé les Grecs. Mais, au fond, ce sont les banques américaines qui sont responsables de la crise européenne. Oui, et c'est une histoire dont on ne parle pas. Mais cette crise bancaire a montré que, vous savez, les Américains étaient plus lucides que les Européens à ce moment-là. Parce qu'ils ont compris très, très tôt que le problème, c'était le manque de capacité politique ici. Nous, les Européens, avons eu besoin de six ans pour surmonter les distorsions de la soi-disant crise de l'euro, qui était en réalité une crise bancaire. Les Américains, eux, ont pu régler ça assez vite. Au bout de deux ans, les États-Unis en avaient fini avec cette histoire de crise bancaire. Mais nous, on en était encore aux écarts de taux d'intérêt, aux Grecs paresseux, et ainsi de suite. Il y avait donc une énorme poussée de chauvinisme européen.

C'était donc, disons, la plus grande déformation du projet de l'Union européenne. Parce qu'à ce moment-là, sur le plan sémantique, on pouvait remplacer le chauvinisme, le nationalisme, et ainsi de suite, au cœur d'un projet européen inachevé. Je disais simplement qu'en deux mille deux, deux mille quatre, nous avons essayé. Ça a échoué. Et à partir de là, nous sommes entrés dans la crise bancaire. Et la crise bancaire, ou crise de l'euro, a été la deuxième, vous savez, forme de torture par l'eau, pour un projet qui était sur le point de... vous savez. Mais la deuxième sorte de torture par l'eau, ce furent les années deux mille onze, douze, treize et quatorze. Pourquoi ? Parce que, d'abord, les pays des BRICS ont été fondés en deux mille neuf. Vous vous en souvenez ? Oui. Et l'industrie

allemande, par exemple, était très désireuse d'aller vers l'Est, d'aller vers l'Est. Oui. Parce qu'en deux mille onze, la part du commerce allemand avec la Chine, dans la part européenne, était de quarante-cinq pour cent.

Les Allemands détenaient donc quarante-cinq pour cent de la part des exportations européennes vers la Chine. L'industrie allemande était donc totalement prête à se tourner vers l'Est. C'était au moment de la crise bancaire, ou de la crise de l'euro. Les Allemands disaient : « D'accord, laissez-nous tranquilles avec les Grecs et ces "PIGS", comme on les appelait, vous savez : les Portugais, les Italiens, les Grecs. Laissez-nous tranquilles avec ces "PIGS". Nous, on va vers l'Est. » Mais ensuite est arrivé le scandale du diesel, qui a aussi été révélé par les États-Unis, si vous vous en souvenez. Et à ce moment-là, il y avait aussi John Cryan, enfin bref, un banquier britannique à la Deutsche Bank, qui a dit... Ce que j'essaie de dire, c'est qu'il y a eu beaucoup d'ingérences qui, au fond, ont empêché l'Allemagne de se tourner vers l'Est. Parce qu'on a essayé. Il y a aussi le gazoduc Nord Stream, vous connaissez ce projet, qui fait aujourd'hui l'objet de vifs débats. Qui l'a fait exploser ?

Mais Nord Stream a été construit en deux mille dix. Il nous a permis d'avoir des prix de l'énergie bas. Nous étions donc à un moment où, entre deux mille onze et deux mille quatorze, l'Allemagne voulait, selon vous, se détacher de l'Europe, se tourner vers l'Est, rejoindre les BRICS, mais elle en a été empêchée. Et je peux vous dire que, du côté de la Commission européenne, durant ces années-là, deux mille douze, deux mille treize, si vous disiez : « J'organise une conférence avec des Chinois et des Russes », la Commission répondait : « Pas de financement pour ça. » Il y avait donc une ingérence claire. Puis il y a eu Maïdan. Et Maïdan, selon mon interprétation, était en quelque sorte... Parce que les années deux mille onze à deux mille quatorze, encore trois ans, sont, à mon avis, un peu les années durant lesquelles les Américains sont intervenus. Maïdan a servi de ciment pour maintenir l'Europe à l'Ouest, essentiellement pour la garder à l'Ouest et l'aligner sur cette dynamique anti-russe.

Donc, la géopolitique et la géoéconomie visaient à empêcher l'Allemagne et l'Europe de se rapprocher de la Chine, des BRICS ou de la Russie, de construire un gazoduc, et ainsi de suite. C'était donc le deuxième moment, en dix ans, de deux mille quatre à deux mille quatorze, où le projet, disons, d'émancipation européenne n'a pas pu se déployer. Je ne dis pas que les Européens ne sont pas du tout responsables d'avoir agi comme ils l'ont fait. Mais je pense qu'il y avait une dialectique entre l'ingérence américaine et l'incapacité de l'Europe à agir. C'est toujours les deux à la fois. Passons maintenant à autre chose, parce que c'est ce qui se passe, et ce qui s'est passé, depuis lors. Vous voyez... Aujourd'hui, avec la nouvelle stratégie de sécurité américaine, on voit clairement l'ambition de construire ce qu'ils appellent l'hémisphère occidental, du Groenland à l'Argentine, avec Milei.

Et vous voyez que la moitié de l'Europe, la ligne rouge qui traverse l'Europe, c'est en gros la ligne actuelle de l'OTAN. Elle part de la Finlande et de la Suède, qui ont rejoint l'OTAN en deux mille vingt-deux sous la pression de la guerre, et elle descend jusqu'à la Turquie. Donc, en gros, la partie occidentale de l'Europe est dans le lit américain. C'est pour cela que nous assistons aujourd'hui, dans

la plupart des pays européens, à un débat assez ouvert, comme jamais auparavant : sommes-nous en train de devenir des États satellites des États-Unis ? Parce que nous avons une alliance transatlantique, nous aimions les États-Unis, ils nous nourrissaient, ils nous ont donné le plan Marshall, et ainsi de suite. Pendant longtemps, il y a donc eu un récit très, très positif sur ce que faisaient les États-Unis.

Mais ce récit est en train de changer en Irlande, en Grèce, en France, en Italie, en Allemagne. Il évolue vers cette question : allons-nous devenir des pays satellites et des instruments des États-Unis ? Donc, pour donner une vue d'ensemble. Au-delà de ça, il y a toujours deux aspects. Le premier, c'est la géostratégie. Je vous ai montré la carte. Mais l'autre, c'est la dimension interne. Nous avons donc deux questions sur la table. La première est la suivante : existe-t-il, pour l'Europe, une structure politique et institutionnelle autre que l'Union européenne, qui permette d'organiser politiquement et institutionnellement le continent ? C'est, en quelque sorte, la question qui façonne l'Europe au-delà de l'Union européenne. Oui.

Et l'autre question, c'est : y a-t-il une place pour l'Europe dans un monde multipolaire ? L'Europe a donc un double objectif : réparer ses structures internes et, en même temps, définir son rôle, s'il y en a un, dans un monde multipolaire. Et je pense que c'est très important. À cet égard, je pense que l'Europe est dans la pire situation. Car quoi que l'on dise des États-Unis, de la Chine, de la Russie, de l'Iran ou de l'Inde, ils ont au moins des États qui fonctionnent, d'une certaine manière. On peut débattre de leur caractère autoritaire, de ce que l'on pense de la Chine. On peut en discuter. Je ne serais pas d'accord avec cet argument. On peut discuter des États-Unis, et ainsi de suite. Mais, au moins, ils ont une capacité de pilotage.

Oui. L'Europe n'en a aucune, parce que nous ne sommes pas organisés politiquement sur le plan intérieur. Et, par conséquent, il est très difficile de définir notre rôle dans ce monde multipolaire. D'une certaine manière, notre situation est donc pire, et nous sommes complètement pris en étau. Il y a d'abord eu la guerre, l'Ukraine et la Russie, mais aussi cette dynamique entre la Chine et les États-Unis. Alors, la seule chose qu'il nous reste à faire, c'est de prétendre que nous sommes les meilleurs. C'est encore ce que nous faisons. Et puisque nous sommes les meilleurs, tous les autres sont mauvais. Donc les Chinois sont mauvais, et maintenant nos concurrents aussi. La Russie est mauvaise, de toute façon. Les États-Unis commencent à devenir mauvais, et l'Iran est mauvais, de toute façon. Donc nous sommes les gentils, et les autres sont les méchants. C'est une position très, très peu intelligente à adopter quand on est mauvais dans presque tous les domaines de l'action publique. Mais bon, c'est ce que nous faisons. Alors maintenant, je vous renvoie au livre de Thomas Fazzi.

Je pense que la plupart d'entre vous connaissent Thomas Fazzi. C'était un collègue à moi, il publiait lui aussi chez Westend, et il vient de publier ce très, très bon livre. Voilà donc où nous en sommes aujourd'hui en Europe. Et c'est très important de le comprendre. Après soixante-dix ans de débats, un consensus prévalait, au fond : le nouveau ne peut pas naître, et l'ancien ne peut pas mourir. Et je pense que vous devez comprendre que, pendant des années et des décennies, puisque c'était

évidemment de la propagande, le discours européen était le suivant : l'Union européenne, c'est bien ; les relations franco-allemandes fonctionnent ; nous devons défendre Israël ; les États-Unis sont toujours du bon côté ; les Russes sont toujours du mauvais côté. Vous voyez, il y a un consensus. Et aujourd'hui, le temps de crise, c'est le moment où nous rompons avec ce consensus de base. D'une certaine manière, comme l'a dit Hannah Arendt, une crise, c'est quand une société abandonne ses préjugés.

Donc, dans la lecture qu'en fait Hannah Arendt, le préjugé est une chose positive. Elle dit qu'une société a besoin de préjugés, comme elle a besoin de clôtures. C'est ainsi que la société peut comprendre son propre fonctionnement. Il y avait donc un immense consensus européen : nous avons besoin de l'Europe. L'Europe est une bonne chose. L'euro nous apporte la prospérité économique. Le marché unique est nécessaire. Nous sommes des démocraties libérales. Nous sommes atlantistes. Un immense consensus. Et ce consensus est aujourd'hui en train de vraiment se disloquer. Il se disloque à propos d'Israël. Vous savez pourquoi. Il se disloque parce que les États-Unis tracent désormais la ligne rouge et, au fond, divisent l'Europe, ou cherchent à la diviser. Il se disloque à propos de la Russie. Les Russes sont-ils vraiment mauvais ? Il se disloque à propos de la Chine, parce que les Chinois sortent en gros les deux tiers de leur population de la pauvreté et possèdent désormais la meilleure industrie automobile.

On ne peut pas vraiment dire que les Chinois ne dirigent pas un bon modèle de société, n'est-ce pas ? Et à cet égard, l'Europe est complètement perdue. Elle l'est sur le plan géostratégique, social et économique, mais aussi dans les mentalités. Parce qu'il faut sortir du cadre imposé par l'Union européenne, et plus largement du cadre de soixante-dix ans d'intégration européenne. Il faut déconstruire tout ça et se demander : qu'est-ce que cela nous a fait ? Est-ce que c'était vraiment une bonne chose ? Qu'est-ce qu'on a manqué ? Et il faut mener cette discussion avec vingt-sept pays et vingt-sept langues, et vous... Vous savez, il n'y a pas de manière simple d'avoir ce débat. Oui. Parce que ce qui se passe immédiatement, encore une fois, c'est qu'on commence à se rejeter la faute. Oui. Par exemple, juste un exemple : prenez la phrase de Monsieur Merz.

L'Allemagne travaille désormais à constituer la plus grande armée conventionnelle. Oui, c'est ce qu'il a dit. Oui. Alors, prenez cette phrase en France : les Allemands construisent la plus grande armée conventionnelle d'Europe. Et en France, on se demande : qu'est-ce que les Allemands sont encore en train de faire ? On a déjà vécu ça trois fois, non ? Vous voyez ? Ce que je veux dire, c'est que dès lors que, au sens d'Hannah Arendt, les préjugés ressurgissent, il devient très difficile de comprendre, ou de maintenir vivant, l'esprit européen que nous avons eu longtemps. Le socle minimal, c'était : ensemble, nous sommes forts. Même quand on avait des problèmes avec l'Union européenne, le minimum restait toujours : nous avons besoin de l'Europe. Nous devons être forts ensemble.

Mais même ce consensus est aujourd'hui en train de se fissurer. Et si ce consensus se défait, c'est une régression nationale, vous voyez. Parce qu'on revient au niveau national, à l'époque où l'on pense que les choses fonctionnaient. Cette régression nationale signifie qu'à travers toute l'Europe, on débat de l'État-nation souverain. Les Français — je ne sais pas pour les Belges — mais les

Allemands ont un débat très fort sur l'État-nation, tout comme les Français et les Italiens. Et maintenant, tout le monde revient à l'État-nation, en ignorant totalement que le domaine économique et monétaire est déjà européen. On peut citer le Brexit, mais les Britanniques n'étaient pas dans l'euro.

Ils avaient donc une grande décision à prendre : sortir du marché unique. Mais si vous dites « Dexit » ou « Frexit », cela veut en réalité dire : est-ce qu'on renonce à l'euro ? Je dirais que non, nous ne devrions pas y renoncer, même si je n'aime pas les structures de gouvernance de l'euro. Mais dès lors que vous abandonnez l'euro, la vraie question se pose. Car, là encore, nous avons créé l'euro comme un tremplin vers l'indépendance. Le dollar, c'est notre monnaie et votre problème. Nous voulions donc une monnaie forte et compétitive sur le marché mondial, face au dollar. C'était l'objectif. Aujourd'hui, nous y renonçons, et vous revenez aux années soixante-dix, à la lire, à l'escudo, aux francs, peu importe. Pour moi, la première question serait : est-ce que nous récupérons notre monnaie nationale ?

Je dirais que non, parce que les Américains s'engouffreraient dans le vide politique. Et au moment où nous nous retournerions, les Américains auraient le dollar en Europe. C'est ce qu'ils veulent. Vous savez, je vais vous donner cet exemple : oui, nous avons l'OTAN, nous avons le dollar en Europe, nous avons un complexe GAFAM en Europe, donc l'Europe est à nous. Oui, c'est en gros ce que disait Trump. Trump disait que les entreprises allemandes étaient désormais des entreprises américaines. Oui, et tous ces accords énergétiques consistant, vous savez, à acheter maintenant du gaz de fracturation hydraulique aux États-Unis, à couper Nord Stream, c'était une stratégie visant à pousser beaucoup d'entreprises, surtout allemandes, à délocaliser leurs usines aux États-Unis, parce que l'énergie y est moins chère.

C'était donc une vaste stratégie visant, en gros, à priver l'Allemagne de sa compétitivité, de sa grande industrie, de ses grandes entreprises, et ainsi de suite. Et c'est un désastre. Le véritable désastre, c'est cette récession économique, cette régression sociale, et ainsi de suite. Mais il y a un autre désastre : une sorte de vide intellectuel. Est-ce qu'on se contente de voir cela, de l'observer, et de constater que l'Europe, vous savez, est en train de sombrer ? Ou bien existe-t-il une stratégie intellectuelle pour raviver l'esprit européen ? En quelque sorte, il faut sortir de cette situation. Et si oui, un seul pays peut-il y parvenir ? Ce que j'essaie de vous demander, c'est : y a-t-il une autre option que l'Union européenne et le retour à l'État-nation ?

Parce que l'Union européenne ne fonctionne pas. Je vous ai montré le livre de Thomas Fazzi. Les structures sont totalement défaillantes : pas de démocratie, pas de participation des citoyens, pas de démocratie. Je vais détailler. Mais revenir à l'État-nation, à l'heure d'un changement de paradigme mondial multipolaire, ne semble pas non plus être une option. Même si les Allemands peuvent se dire : « Nous sommes formidables, nous sommes quatre-vingts millions », et les Français peuvent penser la même chose, et peut-être les Italiens aussi. Mais pensez au Portugal, à la Finlande, à

Malte ou au Luxembourg, et vous vous dites : « D'accord, bonne chance avec votre État-nation. » Oui, je suis d'accord. Vous voyez ce que je veux dire. Oui. Donc, la vraie question, en quelque sorte, c'est : peut-on trouver une troisième option ? Oui.

Revenons maintenant aux failles institutionnelles. Lisez le livre de Thomas. Je vais être très bref sur ce point. Oui. Mais après soixante-dix ans de lavage de cerveau, à nous répéter que l'Union européenne est un système sui generis, que nous l'avons inventé, que nous avons organisé des référendums et que tout va bien, les sciences sociales ont fait leur travail. Je veux dire, aujourd'hui, de nombreuses analyses disent en substance la même chose que les soi-disant populistes : l'Union européenne est défailante, c'est une bureaucratie, une technocratie, ce n'est pas une démocratie, il y a un déficit démocratique. C'est aussi ce que disent les sciences sociales européennes. Alors, nous reprochons aux populistes de le dire parce que c'est politiquement indésirable. Mais les sciences sociales disent exactement la même chose.

Eh bien, aujourd'hui, il y a une véritable ouverture. En quelque sorte : est-ce qu'on peut, au fond, discuter des structures ? Le problème, c'est que, comme je vous l'ai dit, au moment où le projet constitutionnel a échoué, en deux mille trois — c'était il y a vingt-trois ans —, nous n'y sommes jamais, jamais revenus. Nous ne nous sommes jamais dit : regardez, est-ce qu'on peut faire une deuxième tentative ? Il faut construire quelque chose autour du marché unique, et quelque chose autour de l'euro. Parce qu'on ne peut pas vivre avec un marché unique et une monnaie commune sans les ancrer dans une démocratie et dans une structure sociale. Vous savez, Jacques Delors, pour qui j'ai travaillé, disait toujours : « On ne peut pas tomber amoureux dans un marché unique. » On ne peut pas tomber amoureux d'un marché unique.

Donc, du point de vue de la science politique, nous vivons en tant que citoyens européens. On nous appelle toujours des citoyens européens, même si nous restons des citoyens allemands, français, finlandais ou portugais. Nous ne sommes que des citoyens du marché. Nous avons les mêmes réglementations et la même technocratie. Nous mangeons la même pomme de terre réglementée par l'Union européenne, la même tomate réglementée par l'Union européenne, et ainsi de suite. Nous élaborons des règles sur ces choses-là, pour qu'elles ne tombent pas d'une bouteille. Mais l'Union européenne est totalement incapable de s'occuper des vraies choses, c'est-à-dire de la paix en Ukraine et des grands enjeux. Alors, nous faisons toutes les petites choses, et nous entraînons les citoyens dans des politiques qu'ils n'aiment pas.

Mais sur les sujets concrets — les infrastructures européennes, l'intelligence artificielle européenne, des réseaux de trains à grande vitesse européens comme en Chine — on n'arrive même pas à construire des lignes ferroviaires de Copenhague à Rome, ou de Paris à Budapest. Donc, on ne peut pas accroître le potentiel économique. Et une grande partie du problème, c'est qu'il faut toujours passer par un vote au Conseil, avec les vingt-sept, les vetos, et tout le reste. C'est donc un système totalement défailant sur le plan institutionnel. Mais d'une certaine manière, on ne peut pas s'en sortir en douce, vous voyez. Je connais ces discussions, parce que j'ai écrit deux ou trois livres sur la République européenne. D'ailleurs, les Chinois les ont beaucoup appréciés, oui. Mais les Européens

disent : « Oh, vous voulez détruire l'État-nation. Vous voulez détruire l'État-nation. » Vous savez, moi, j'aime mon État-nation, oui.

J'y reviendrai un peu plus tard. Mais nous devons accepter que le système de l'Union européenne est aujourd'hui tellement défaillant, et que le ressentiment contre l'Union européenne est si fort, qu'avec ce système, il n'existe qu'une seule façon de le stabiliser : la violence et l'autoritarisme. Et c'est ce qui se passe. En science politique, on dit qu'il y a deux piliers pour stabiliser un système. L'un, c'est la violence. L'autre, c'est le consentement. Et si le consentement n'est pas là, il reste la violence. Ainsi, le règlement européen sur les services numériques, ce que nous observons, ces politiques oligarchiques et ce blanchiment par la guerre sont, au fond, des moyens de stabiliser un système désormais nourri par le ressentiment et qui n'a plus le consentement des citoyens.

Oui. Et comme, intellectuellement, nous n'arrivons pas à en sortir, parce qu'il n'y a aucun projet qui se dessine, j'ai très peur qu'au bout du compte, David Betz, du King's College de Londres, ait raison lorsqu'il parle de la guerre civile latente dans les pays européens. Nous sommes tous divisés : riches et pauvres, ruraux et urbains, jeunes et vieux, numériques et analogiques, et ainsi de suite. L'Europe va vraiment traverser des temps difficiles. Car s'il y a un effondrement institutionnel, si les pays européens ne tiennent pas dans leur organisation institutionnelle, vous savez, que restera-t-il de l'Europe ? Il y a donc un vrai problème de capacité de gestion des crises en Europe, parce que les institutions de l'Union européenne ne fonctionnent pas.

Mais comme l'Union européenne a fragilisé le tissu politique des pays de l'Union, les systèmes politiques et partisans des États membres ne fonctionnent plus non plus. Ce que je veux dire, c'est que le simple fait de vivre dans un marché unique commun et dans une structure fondée sur l'euro, sans démocratie ni [inaudible] au niveau européen, a, au fond, détruit le tissu des pays membres de l'Union. Leur tissu social et démocratique. Et cela a conduit à ce que nous observons aujourd'hui. Nous voyons des troubles sociaux en France, une polarisation des systèmes partisans. En Allemagne, aucune coalition ne se forme. Élection après élection, aucune coalition n'émerge. Vous voyez, les systèmes de partis sont incapables de diriger et de gouverner le pays.

Et donc, au fond, nous avons des défaillances à deux niveaux. Les pays membres de l'Union européenne sont défaillants, et leurs structures étatiques, politiques et partisanes sont en pleine désintégration institutionnelle. Et, en même temps, le système européen ne peut ni réparer cela ni s'y substituer, parce que le système de l'Union européenne est lui-même défaillant. Il devient de plus en plus autoritaire. Vous savez, il intervient dans les élections roumaines, et affirme très clairement que cela ne se limitera peut-être pas à la Roumanie, mais qu'il pourrait aussi intervenir en France si le mauvais parti venait à gagner, et ainsi de suite. La tendance, c'est donc qu'au fond, plus rien ne fonctionne. Ni les États membres de l'Union européenne, avec la polarisation de leurs systèmes partisans, ni l'Union européenne elle-même. Et vous savez, je suis européen. Enfin, qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ?

C'est vraiment, en français, je dirais, lamentable. Donc, il n'y a pas de solution. Pas de solution rapide. Et en plus, évidemment, le réflexe national — faisons-le seuls — est le réflexe le plus fort que l'on puisse rencontrer. Mais je pense honnêtement que c'est le mauvais réflexe. Parce que nous devrions comprendre, au fond, que nous sortirons de cette situation ensemble, et non chacun de son côté. Mais ce que je veux dire, c'est que des choses comme : « Le Canada rejoint maintenant l'Union européenne », c'est l'une des déclarations les plus absurdes qu'on puisse faire, quand on a un traité de l'Union européenne qui dit que les pays pouvant rejoindre l'Union européenne sont des pays européens. Alors, le Canada est-il un pays européen ? Probablement pas. Mais nous avons un débat sérieux sur l'entrée du Canada dans l'Union européenne, et sur l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne.

Nous avons donc aujourd'hui un discours complètement irréaliste. Et c'est aussi, euh, je crois, la meilleure expression de ce qui se passe en Europe ces temps-ci : une perte de réalité. Une perte de réalité, oui. Le Canada et l'Ukraine qui rejoindraient l'Union européenne... Si vous voulez tuer l'Union européenne, alors allez-y : que le Canada entre, que l'Ukraine entre, et l'Union européenne est finie. J'aimerais bien voir ça, parce qu'il nous faut de toute façon quelque chose de différent. Mais, euh, c'est très difficile d'être dans cette situation quand on est européen de tout son cœur. Parce qu'on ne veut pas revenir au vingtième siècle. Et on ne sait pas comment organiser, au-delà des frontières, une discussion entre les sociétés civiles, pour dire que nous devons rester unis à l'époque des monstres. C'est là, je crois, la partie la plus délicate.

Alors maintenant, venons-en un peu à l'économie politique. Il nous reste dix minutes. Je pense, personnellement, que, par exemple, la France aura du mal à survivre à une élection présidentielle où les candidats polarisants seraient Mélenchon et Marine Le Pen. Oui, parce que ce serait tout simplement contraire à la tradition républicaine. Et il y a là quelque chose de plus fondamental. Je regarde Nell, oui, à cause de cette époque des monstres. Et je crois l'avoir dit hier : la plupart des gens ne se souviennent pas que les États peuvent mourir. Oui. Je veux dire, peut-être pas le Royaume-Uni : mille soixante-six, qui vais-je conquérir ? Enfin, bref. Mais si vous regardez l'histoire de la République fédérale d'Allemagne, ou de l'Allemagne, vous verrez que, depuis mille huit cents, nous avons connu sept changements d'Allemagne.

Confédération germanique, Empire allemand, République de Weimar, Hitler, petite Allemagne, Allemagne unifiée. Donc, sept ruptures, sept ruptures d'État. Regardez la France. La France en est à la Cinquième République. Et je sais qu'en France, on parle beaucoup — parce que le système est dysfonctionnel — d'une Sixième République. En Italie, on parle de la « Terza Repubblica », c'est-à-dire la Troisième République, parce que les Italiens sentent eux aussi que cette polarisation à la Meloni ne les mènera pas très loin. J'avancerais donc l'hypothèse que ces constructions étatiques... Je veux dire, la simple croyance qu'en Europe, ces États-nations tels qu'ils existent aujourd'hui vont perdurer... nous pourrions voir des changements.

Parce qu'il y a du ressentiment, ces strates de guerre civile. Et puis il y a le séparatisme en Catalogne, en Écosse, en Corse, au Tyrol, vous savez. Il y a donc beaucoup de séparatismes régionaux. Ensuite, il y a des clivages sociaux partout. C'est le problème fondamental : ce n'est plus la France contre l'Allemagne, mais les plus riches contre les revenus les plus modestes, partout en Europe. Il y a donc, en quelque sorte, une dimension marxiste. Et penser qu'on pourrait régler tout cela en s'en tenant simplement à l'État-nation souverain, je crois que c'est totalement illusoire. Parce que l'État-nation souverain, là encore, le Luxembourg, quel progrès peut-il apporter aux Luxembourgeois ? Il y a donc aussi la dimension de la politique étrangère.

Il y a une dimension économique. Il y a une dimension sociale. Et ce qui se passe en Europe — et c'est ce dont je veux parler —, c'est que nous vivons désormais, je dirais, dans des structures plus ou moins oligarchiques, qui ont construit ce que Bruno Amable appelle le « bloc bourgeois ». Le système partisan s'éloigne donc totalement de la gauche et de la droite. C'est dépassé, c'est du passé. Mais ce qu'on observe dans toutes les sociétés, c'est qu'on a fait pivoter le système gauche-droite de quatre-vingt-dix degrés, pour passer à un axe vertical : le haut et le bas. C'est ce que Bruno Amable appelle le « bloc bourgeois ». Il y a le haut et le bas. Et cela signifie que toutes les coalitions que nous formons, comme en Allemagne, sont des coalitions qui traversent les clivages programmatiques.

Le SPD avec la CDU, normalement, ce sont des coalitions qui traversent les clivages idéologiques et qui n'arrivent à rien proposer. C'est ce qu'on voit aujourd'hui en Allemagne. On a une coalition qui, sur le plan des programmes et des idées, est tellement opposée qu'elle ne peut pas gouverner. Parce que le SPD veut aller à gauche, et la CDU veut une politique économique de droite. Donc, il n'y a plus de programme. Mais le bloc bourgeois, ça veut dire qu'ils stabilisent le système, parce que tout l'argent destiné aux ONG va là-bas. Et il s'agit de ne pas perdre les emplois, de ne pas perdre les sièges au Parlement. Donc, on a le pare-feu du cordon sanitaire, ou la « Brandmauer », comme on l'appelle, pour, en gros, protéger le système contre l'effondrement.

Il y a donc, dans toute l'Europe, une opposition entre le peuple et les élites. Et cette opposition, c'est ce que vous appelez un pare-feu, ce que vous appelez une « Brandmauer ». L'AfD doit être tenue à l'écart. Le peuple doit être tenu à l'écart. Marine Le Pen doit être tenue à l'écart. Donc les classes populaires doivent être tenues à l'écart, au profit du bloc bourgeois. Et on le voit, par exemple, en France, quand le MEDEF, qui est en quelque sorte l'organisation patronale et industrielle, commence maintenant à se rapprocher de Marine Le Pen. En France, on discute aussi de l'éventuelle interdiction de Mélenchon, comme on voudrait interdire l'AfD en Allemagne. Il y a donc une forme de protestation populaire, de contestation, de protestation sociale.

Le système veut l'exclure, soit par le droit utilisé comme arme. C'est-à-dire en interdisant les partis, oui. Ou alors, plus simplement... À Berlin, vous avez vu que la gauche a obtenu vingt-cinq pour cent. Mais tout est fait pour qu'elle ne participe pas au pouvoir à Berlin. Parce qu'il est question de socialiser l'immobilier, oui, donc de proposer des logements abordables aux citoyens. Il y a donc le

lobby de l'argent contre cela. Et c'est pourquoi tout est fait, sous le prétexte de l'antisémitisme, comme avec Corbyn, pour écarter la gauche, oui. Donc je pense... Et pour revenir à cela, voici la carte de l'Allemagne de ce qu'on appelle le complexe de la censure. Et ce complexe de la censure, c'est l'ensemble de ce que nous appelons le bloc bourgeois, c'est-à-dire les partis dits classiques.

Et tout l'intérêt de ce complexe de censure, c'est de produire des discours qui accusent la droite de ceci, de cela et de tout le reste, tout en essayant de maintenir l'intérêt des gens hors du système politique. Et c'est, en gros, un mécanisme de stabilisation intégré. Parce que ce qu'on voit, c'est de l'argent public, vous savez, en haut à droite, en haut à gauche, de l'argent public qui afflue vers toutes ces ONG. Elles produisent ce discours de haine, ces ONG, et ainsi de suite. Cela permet de faire en sorte que les voix critiques ou dissidentes, sur le plan social, sur l'immigration, sur le wokisme, sur le climat, ou sur n'importe quel autre sujet, soient maintenues à l'écart, afin de stabiliser les agendas. Et l'agenda, c'est le climat, l'immigration, le wokisme et toutes ces choses-là, oui. Et cela m'amène à soutenir, un peu comme Thomas Fazi, que la plupart des pays européens ont désormais, au fond, une structure oligarchique reposant sur quatre piliers industriels.

L'un, c'est l'armement. Le deuxième, ce sont les produits pharmaceutiques. Le troisième, c'est le complexe numérique. Et le quatrième, c'est l'énergie. Ce sont des structures dans lesquelles l'argent public est dépensé pour des objectifs de l'État, comme la protection du climat ou l'énergie. Il faut imprimer des billets ou produire un vaccin contre le coronavirus. Nous devons dépenser de l'argent public pour le vaccin ou pour l'armement. Poutine, c'est Hitler, donc nous devons dépenser de l'argent pour l'armement ou pour le numérique, pour tout ce complexe, vous savez, la numérisation. Nous devons donc dépenser de l'argent pour le complexe numérique. Et c'est une concurrence normale. Au fond, c'est de l'argent public qui afflue vers de grands secteurs de l'industrie.

Et pour organiser tout cela, parce que, d'une certaine manière, c'est du protofascisme. Selon la définition de Mussolini, si vous avez des structures corporatistes où il y a une fusion entre l'État et l'économie, et que l'État alimente l'économie sans concurrence, alors ce n'est pas une économie de marché normale. Donc, fondamentalement, c'est du protofascisme, au sens où l'entendait Mussolini. Si nous avons aujourd'hui cela dans quatre secteurs industriels stratégiques en Europe, alors c'est la carte qui vous montre autour de quoi les discours s'organisent. Le discours, c'est : « Vous êtes, comme moi, quelqu'un qui comprend Poutine. » Il faut me chasser parce que, euh, l'industrie de l'armement a besoin d'argent. Donc je dérange leur méta-récit. Il faut donc m'écarter. Voilà.

Donc, si je dis que le Covid n'était peut-être pas aussi dangereux que ça, alors l'industrie pharmaceutique veut m'écarter, parce qu'elle doit vendre le vaccin. C'est pareil pour la régulation du numérique. Vous savez, il faut protéger nos enfants de la pornographie sur Internet. Donc, il nous faut la loi sur les services numériques, et vous faites la promotion de l'industrie des services numériques, et ainsi de suite. Oui. Mais ce que je dis ici, c'est que c'est dans cette situation que se trouve l'Europe. Parce que, si nous avons des structures oligarchiques et que nous devons produire

un discours qui sert l'un de ces secteurs industriels, alors la liberté disparaît en Europe. Les voix dissidentes disparaissent elles aussi. Et c'est le cas, parce qu'elles sont inscrites sur les listes de sanctions de l'Union européenne.

Le problème, c'est que si tout cela se stabilise — et j'ai peur que ce soit le cas —, parce qu'il n'y a pas seulement l'argent des États, de l'Italie, de la France et ainsi de suite, mais aussi l'argent de l'Union européenne qui vient s'y ajouter et qui stabilise toutes ces structures oligarchiques, alors il n'y a plus d'échappatoire. Chaque citoyen en Europe doit gagner un salaire. Il a un mari, une femme à nourrir, des enfants, ou peu importe. Donc, si vous êtes instituteur, vous ne pouvez pas vous défiler. Si vous êtes professeur d'université, vous ne pouvez pas vous défiler non plus. Les mécanismes de contrôle sont donc très subtils. Ils s'étendent aux églises, aux syndicats, à toutes les composantes de la société civile. Et si vous ne vous comportez pas comme il faut par rapport à la guerre avec Poutine, au coronavirus, au numérique, au climat, peu importe, parce que ces discours sont désormais institutionnalisés, y compris dans les écoles.

Et donc, les citoyens n'ont aucune échappatoire en matière de liberté et de liberté d'expression. C'est un énorme problème en Europe aujourd'hui, dans toute l'Union européenne. Je vais donc m'arrêter là. Juste un dernier point — je crois que j'ai commencé avec cinq minutes de retard — alors peut-être deux phrases sur la culture, le progrès culturel, et sur la façon dont l'Europe a, au fond, perdu sa capacité de penser. Parce qu'on peut parler de géographie, de géostratégie, du social, de l'économie, et de tout le reste. Mais, pour moi, le pire, c'est que nous avons perdu notre capacité à penser en Europe. Il y a un problème philosophique évident qui accompagne ces discours sur la culture de l'annulation, les débats à courte vue, vous savez, et les politiques identitaires. Et il faut le reconnaître. C'est pour cela qu'il n'y a pas de solution rapide. Je ne suis pas ici pour dire qu'il existe une solution rapide pour l'Europe. Je veux dire, je pense que l'Europe est perdue, au moins pour les vingt prochaines années. Pourquoi ?

Parce qu'on peut désormais mesurer que les tendances anti-pluralistes sont les plus fortes dans les universités allemandes. Si vous vous interrogez sur la question, on peut mesurer la manière dont les gens réagissent à différents arguments. Et on constate que, surtout dans les universités, entre soixante et soixante-dix pour cent des enseignants sont, en gros, offensés dès que quelqu'un avance un argument différent. Oui. Ce sont donc précisément les élites que nous sommes en train de perdre. Car les personnes qui sont aujourd'hui à l'université seront nos élites dirigeantes, disons, dans dix ans. Et cela aussi, on peut le mesurer. En plus des résultats PISA que nous avons, qui sont embarrassants, en mathématiques et dans tous ces domaines, on peut mesurer que des emplois vont disparaître.

Il n'y a plus de mathématiques. Je veux dire, il y a cent ans, l'Allemagne avait plus ou moins tous les lauréats du prix Nobel. Je n'ai pas besoin de les énumérer. Aujourd'hui, les mathématiques ordinaires, la philosophie ordinaire, sont totalement déconnectées de l'histoire. Et c'est un problème, maintenant que nous parlons de cette guerre en Ukraine. Des sondages le montrent : la plupart des élèves allemands de seize ans ne savent pas que c'est la Wehrmacht qui a envahi l'Union soviétique,

et non l'inverse. Donc Hitler revient, l'Union soviétique revient, donc la Russie revient. Cela signifie que, chez les jeunes de seize ans à l'école, il y a l'idée que la Russie nous a envahis en mille neuf cent quarante et un, et non l'inverse.

Alors, que faites-vous avec des élèves déconnectés de l'histoire, de la contextualisation, qu'on entraîne dans des discours identitaires et qui pensent, à tort, que ces discours identitaires sont de gauche, vous savez, progressistes ? Alors que, structurellement, c'est un discours de droite, parce qu'il établit une distinction entre vous et moi, ce qui est anti-égalitaire. Donc, ça n'a rien à voir avec la gauche. Mais cette gauche progressiste, soi-disant progressiste, pense être de gauche. Oui. C'est comme si on leur passait un mixeur dans la tête : c'est la confusion totale. Oui. Mais c'est ce qui se passe, et il est très, très difficile de percer cette carapace. Enfin, évidemment, nous avons des discussions. Il existe des espaces alternatifs partout. Mais il manque une théorie.

Il y a un manque d'histoire. Un manque de mathématiques. Il y a les études sur la paix. Alors, vous voyez, on ne sait même pas par où commencer. Je ne veux pas finir sur une note excessivement pessimiste. Mais, honnêtement, honnêtement, j'ai soixante-deux ans. Je n'ai jamais vu le continent européen dans un état aussi mauvais. Et encore une fois, ce ne sont pas seulement les données économiques réelles, les données sociales, la géopolitique, et ainsi de suite. C'est la confusion des esprits. La confusion, tout simplement, chez nos étudiants. C'est l'état d'esprit général. Un dernier mot, Pascal. Et c'est pourquoi je pense, c'est pourquoi je pense qu'une grande partie de la politique menée par Macron et Merz, et surtout par Kaja Kallas et d'autres, relève du nihilisme. Je cite Rimbaud : ceux qui ne peuvent pas créer ont besoin de détruire.

Et l'Europe est, je pense, psychologiquement, dans un tel état de honte que nous, en tant que continent riche, continent intelligent, avec de bonnes capacités, enfin... Je veux dire, nous étions... nous avons été un bon continent pendant de longues années, colonialisme compris. Mais nous sommes incapables d'affronter nos propres erreurs et notre responsabilité dans la construction de cette structure de l'Union européenne, dont nous savions qu'elle ne fonctionnerait pas. Nous vivons sous ce système depuis soixante-dix ans, et maintenant nous trébuchons vers cette guerre. Et je pense que Matthias pourra peut-être nous en parler, mais il y a une sorte de pression psychologique, un nihilisme, qui fait que la seule voie serait de rejeter la faute sur Poutine, d'aller vers une escalade jusqu'à la guerre nucléaire. Ensuite, il y aurait la destruction, et au moins, je ne serais pas coupable. Oui. Et si j'ai peur pour l'avenir de l'Europe, c'est surtout de ce nihilisme qui, d'une certaine manière, s'infiltré dans la société. Oui. Merci de m'avoir écouté.

#Pascal

Quel tour de force. Waouh.

#Ulrike Guérot

J'ai même raté mes PowerPoint, mais, vous savez, en gros, voilà ce qui se passe. Oui.

#Speaker 1

Merci beaucoup pour cette leçon très instructive. J'ai vraiment beaucoup appris. Du point de vue du commerce, il y a une chose qu'on n'a jamais vraiment comprise. On pensait que l'Europe avait une très longue tradition de pragmatisme, une longue tradition de *Realpolitik*, et tout ce qui va avec. Et pourtant, aujourd'hui, disons que les Américains disent aussi beaucoup de belles choses. Mais ils s'en servent toujours pour faire la leçon aux autres. Eux-mêmes ne font pas ça. Ils n'y croient pas vraiment. Et c'est pour ça qu'ils restent toujours très pragmatiques. Ils vous disent, par exemple : « Je ne fais pas de commerce avec Poutine », mais ils parlent aussi avec Poutine. Alors que l'Europe, de son côté, on dirait qu'elle croit vraiment à ce qu'elle dit.

Et vous savez, enfin, j'ai fait mes études aux États-Unis. Là-bas, ils utilisent la climatisation de manière extrêmement gaspilleuse. Et puis ils disent toujours : « J'aime la planète », mais leur climat est réglé très froid. En Europe, cette année, des gens sont morts à cause de la chaleur. Et on dirait qu'ils croient vraiment à ces idées libérales dont vous avez parlé, même si elles vont à l'encontre des intérêts des gens ordinaires. Alors, on ne comprend pas bien où va cette tradition pragmatique, cette pensée intellectuelle en Europe. Et pourquoi, selon vous, y a-t-il une différence entre cette mentalité européenne et la mentalité américaine ? Alors que les gens parlent de la même chose, pourquoi les Américains n'y croient-ils pas, tandis que les Européens semblent le prendre vraiment au sérieux ? Oui, merci.

#Ulrike Guérot

Je veux dire, au début, je crois vous avoir dit que l'Europe est complètement déconnectée de la réalité. Il y a vraiment une question épistémique, ici. Vous siégez au Parlement européen, et vous avez soixante-dix députés qui votent pour une guerre contre la Russie et pour l'armement, comme si nous n'avions aucun renseignement. Je suis totalement convaincu que le BND sait lui aussi que cette guerre est perdue. Il doit bien y avoir des satellites allemands de haute technologie, vous voyez. Donc, il y a une perte totale de réalisme. Ça me rappelle qu'en avril mille neuf cent quarante-cinq, on pensait encore que la Wehrmacht allait, en gros, finir par gagner. C'est comme ça que fonctionne la propagande. Oui.

Je veux dire, souvenez-vous un peu de ces derniers mois : ne jetez pas de l'argent par les fenêtres après en avoir déjà tant mis. Si vous avez investi autant, et que vous avez chargé tout ça d'idéologie — de quoi parle cette guerre ? Défendre la liberté, et tout le reste — vous ne pouvez plus trouver de solution qui permette de sauver la face. C'est pour ça que les Américains peuvent maintenant être pragmatiques : laissez-moi conclure mes accords. Donald Trump : je veux de l'argent de la Russie. Je veux les ressources. Je veux ce que je peux obtenir, mes accords, les terres rares. Mais les Européens ont idéologiquement gonflé toute cette histoire. Et à cause de cette surcharge idéologique, je pense qu'il n'y a plus de solution pragmatique. C'est vraiment l'idéologie qui est à l'œuvre, et la propagande aussi.

Mais la bonne nouvelle, c'est que, de ce côté-ci, l'Europe, les pays de l'Union européenne, ne sont pas unis sur la guerre. C'est aussi ce qu'on surestime. Les seuls qui mènent vraiment cette guerre, ce sont essentiellement Kaja Kallas, Ursula von der Leyen et l'Allemagne. C'est le principal pilier, avec peut-être les pays baltes. Mais regardez la Grèce, l'Italie, l'Espagne, l'Irlande. La France est hésitante. Donc imaginer qu'il y ait une coalition de guerre unie... Oui, je veux dire, une radio allemande a récemment dit que Merz serait un jour comparé à Churchill, celui qui a uni l'Europe dans une guerre. Et je me suis dit que, si Merz devait être comparé à quelqu'un, ce serait probablement à Brüning, mais pas à Churchill.

Mais voilà le problème. Imaginez que ce soit raconté à la télévision allemande. Voilà jusqu'où va la propagande ici. Mais c'est aussi la bonne nouvelle. Les pays de l'Union européenne ne sont pas unis sur cette guerre. Il y a une perte totale du sens des réalités et... Nous n'allons pas discuter maintenant de la situation sur le terrain. Mais on voit que les Américains semblent abandonner Zelensky, je suppose, notamment en cessant de soutenir ses services de renseignement. Alors, peut-être que d'ici quelques semaines, les Européens comprendront qu'il n'y a plus rien à gagner. En Allemagne, on dit : « Qui ne veut pas entendre doit sentir. » Donc, si vous ne trouvez pas une solution qui vous permette de sauver la face avant la fin, alors ce sera la fin. Oui.

#Pascal

D'accord. Oui, je vais simplement faire une observation, puis écouter votre commentaire. En vous écoutant, j'ai l'impression qu'il y a un fil conducteur : le résultat d'une américanisation voulue et délibérée, qui s'opère à plusieurs niveaux. Le plus visible, évidemment, c'est l'application de politiques économiques néolibérales. L'Europe ne peut pas faire beaucoup de choses. Elle ne peut pas construire d'infrastructures, elle ne peut même pas améliorer l'éducation. Mais il y a une chose qu'elle fait plutôt bien : l'austérité. Elle est très bien structurée autour de l'austérité et de certaines orientations qui favorisent la financiarisation, dans une logique très largement inspirée du modèle américain.

Et l'idéologie de l'ancien libéralisme, là encore, portée par des acteurs comme l'université de Chicago et la Société du Mont-Pèlerin, avec un caractère très américain. Un autre aspect, évidemment, c'est le militarisme. On y est habitués. Cela accélère la tendance à l'austérité parce qu'après tout, on a des canons plutôt que du beurre. Et puis il y a les objectifs idiots de la politique identitaire, avec un ton très donneur de leçons et très moralisateur, disons. Là encore, cela arrive sous la forme de l'américanisme, avec les études de genre, les pronoms, et cette idée d'américanisation. Oui, c'est un système américain qui, comme vous le dites, est en réalité plein de cœur.

L'idée de vouloir, en gros, imiter les États-Unis... Quiconque s'y rend peut atterrir à l'aéroport international de Los Angeles, ou en repartir. C'est l'un des pires aéroports du monde. Il incarne l'effondrement total de leurs infrastructures. Oui. Oh, vous savez, c'est incroyable. C'est digne d'un pays bien plus pauvre. Pourtant, il n'a pas été construit comme ça. Les immenses campements de sans-abri, dans toutes les villes et à travers le pays... Il y en a juste devant chez moi, à Tucson, en

Arizona. Alors, pourquoi l'Europe voudrait faire ça ? Pourquoi voudrait-elle réclamer une place sur le Titanic, alors que l'iceberg est là ? Ça m'échappe. Et pourtant, c'est la voie qu'ils ont choisie.

Ce qui est très frappant, c'est à quel point cette politique échoue, de façon flagrante. Vous voyez, en Europe, les résultats économiques se dégradent. De manière générale, l'Union européenne et ses partenaires connaissent une baisse de leurs performances économiques. C'est démontrable. Les problèmes sociaux s'aggravent, avec des émeutes en France qui se produisent aussi en Autriche. Et certaines figures clés de la hiérarchie européenne, Emmanuel Macron et, auparavant, Starmer, ont enregistré certains des taux d'approbation les plus bas de toute l'histoire des sondages, littéralement. Nous assistons donc à l'échec de cette politique. Pourtant, pour une raison ou une autre, plus cette politique échoue, plus ils semblent désespérés. « Nous y sommes engagés. » Qu'en pensez-vous ?

#Ulrike Guérot

Eh bien, je pense que nous avons perdu la république, au sens du terme. Mais, je veux dire, vous avez raison. Il existe un ordre libéral, néolibéral, néoféodal même, je dirais, qui s'est insinué à travers le marché unique et qui a, au fond, détruit le tissu social de tous les pays membres de l'Union européenne. Oui. C'est important, parce que dans les constitutions italienne, française et allemande — celle de l'Allemagne fédérale — nous ne sommes pas seulement un État de droit. Nous sommes aussi un État social : un « Rechts- und Sozialstaat ». Ce qui est d'ailleurs, d'une certaine manière, la traduction de ce qu'est la res publica, la république.

Vous voyez donc... je suis très attaché à la notion de république, de res publica : un ordre qui produit le bien commun, y compris les infrastructures et une forme de nivellement social, en quelque sorte. Parce que nous savons que les tendances à l'agression... vous savez, le livre de Stiglitz, *Le Prix de l'inégalité*... cette agressivité augmente. Ensuite, tout le monde se drogue, et puis il faut intervenir pour lutter contre la drogue, enfin bref. L'agressivité sociale augmente quand les inégalités sociales augmentent. Et ce n'est pas une structure à l'américaine, parce que nous nous préoccupons du social. Nous avons un système de santé. Mais aujourd'hui, nous n'avons plus les moyens de nous le permettre, parce que nous sommes en déclin démographique. Nos populations ne sont donc pas habituées à voir toutes ces personnes qui, vous savez, cherchent des bouteilles dans les poubelles, et ainsi de suite.

C'est donc un sentiment très étrange, pour les Européens, de voir aussi des tentes à Paris, comme vous le décriviez. Les tentes des sans-abri, vous voyez. Et Berlin, je peux vous le dire, c'est pareil : la crise sociale y est immense. Vous parlez ensuite de la crise sociale dans les villes. Mais si vous allez, par exemple, en Lorraine, dans toutes ces régions rurales, ces « territoires survolés », comme vous les appelez, nous avons aussi nos zones délaissées. Et ces zones délaissées, comme la Lorraine en France, ce sont des régions abandonnées par la libéralisation, où le marché unique n'a apporté aucun progrès, et où cela se transforme aujourd'hui en vote de protestation politique pour les partis dits populistes ?

Donc, si vous prenez une carte de survol de l'Europe, les zones rurales correspondent plus ou moins à la carte politique du vote dit populiste. C'est le sud de l'Italie, l'est de la Pologne. En France, vous avez la Normandie, la Bretagne, l'Alsace, et ainsi de suite. Donc, les zones rurales. Et seules des villes comme Paris, Barcelone ou Milan sont encore intégrées aux chaînes de valeur mondiales. Nous avons donc un véritable problème entre les zones rurales et urbaines. C'est un problème lié au marché unique, qui a essentiellement créé cette rupture entre les grandes villes, les villes et les zones rurales. Et cette rupture devient maintenant un problème politique.

Et c'est lié à cela. Nous n'avons fait, comme vous le dites, que des politiques de libéralisation. Oui. Elles ont surtout accru la valeur ajoutée des villes, tandis que les zones rurales ont été délaissées. Cela a créé un problème social, puis un problème politique. Et maintenant, d'une certaine manière, il est trop tard. Oui. Toutes ces petites villes auraient besoin du Wi-Fi, de trains, d'infrastructures. Mais les gens sont déjà partis. Et c'est pour cela que vous avez des villes sans boulangerie, des villes sans boucherie, des villes sans... voilà. Il y a donc une détresse sociale dans toute la société européenne. Et maintenant, nous avons un problème politique.

Je suis donc d'accord. Et il y a une très grande question : jusqu'où l'Europe peut-elle être libérale ? Je dirais aussi que l'Europe n'a pas, par tradition, de tradition libérale, ce qui la distingue très nettement des États-Unis. Si l'on regarde l'histoire de l'Europe, c'est aussi pour cela que le marché unique a tant détruit les États membres de l'Union européenne et leur tissu social. Nous venons, d'une certaine manière, disons, de la Révolution française : « Liberté, Égalité, Fraternité ». Ce dont nous héritons, c'est donc d'un esprit égalitaire. Et cet esprit égalitaire repose sur deux piliers. Le premier, c'est le christianisme. Tout le monde a une âme et est enfant de Dieu. Ainsi, fait intéressant, l'Église catholique a pu être à la fois l'Église de l'aristocratie, mais aussi l'Église des pauvres : François d'Assise.

Et c'est seulement grâce à cela que l'Église catholique a pu survivre, d'une certaine manière. Elle n'a jamais été seulement l'Église de la noblesse. Elle a toujours été aussi l'Église des pauvres, celle de François d'Assise. Et de là vient l'idée que chacun est un enfant de Dieu. En mille sept cent quatre-vingt-neuf, on pourrait dire que le récent... ou plutôt, disons, le siècle socialiste de l'Europe, c'est-à-dire le dix-neuvième siècle, Jean Jaurès et tous les autres, a été la sécularisation du christianisme. Parce qu'à ce moment-là, en mille sept cent quatre-vingt-dix, quand nous avons dit que chacun naît libre et égal en droits et en dignité, la Déclaration des droits de l'homme était une traduction laïque de l'idée que chacun est un enfant de Dieu. Ainsi, le christianisme et le socialisme reposent sur les deux jambes de l'égalité. L'une est un peu plus à gauche, l'autre un peu plus à droite, mais c'est cela.

Et pas de libéralisme, parce que l'Église est une communauté, et les socialistes sont eux aussi une communauté. Et, fait intéressant, la Respublica Christiana... l'Église s'est toujours appelée Respublica Christiana. Autrement dit, la chose publique du christianisme : Respublica Christiana. Et les socialistes se sont toujours battus pour la république. Donc la république — « Liberté, Égalité, Fraternité » — ce n'est pas « Liberté, Liberté, Liberté », mais bien « Liberté, Égalité, Fraternité ». C'

est, en quelque sorte, le renversement socialiste de l'ordre féodal. Et c'est pourquoi je montre toujours cette très belle carte d'Honoré de la République, en mille huit cent quarante-huit, qui correspond à une sorte de deuxième vague révolutionnaire : mille sept cent quatre-vingt-neuf, puis mille huit cent quarante-huit. Car il s'agit de Mademoiselle République.

Comme l'Europe est une femme, mais la République aussi est une femme. Et la République, Mademoiselle République, allaite les citoyens. C'est une image très forte. La res publica prend soin des citoyens. Donc, l'allaitement n'a rien à voir avec le libéralisme. On ne dit pas à son bébé : « Va chercher ton lait et sois compétitif. Trouve-toi la meilleure mère », enfin, peu importe. La République nourrit donc ses citoyens. Et puisque nous en parlons, c'est une image très différente du Léviathan de Hobbes : l'État, Monsieur l'État, qui a une épée, qui a... pardon, une épée, et qui a ce côté, vous voyez, enfin, ce genre de masculinité.

Et ce que vous voyez, c'est une sorte de Léviathan de Hobbes, vu d'en haut. Ce qui est intéressant, c'est que, si vous regardez de plus près, il y a ce rideau, ce « Vorhang », qui recouvre une ville. Mais dès lors que vous construisez cet État, dans cette traduction, les citoyens... puisque chacun est un loup pour les autres, nous devons transférer notre souveraineté à un État. Ce transfert de souveraineté est abstrait. Et Hobbes, en quelque sorte, a peint la ville vide. Il n'y a aucun citoyen dans la ville. Et au moment où vous effectuez cette transaction fictive, de la souveraineté du peuple à la souveraineté de l'État, le corps du Léviathan se remplit de têtes.

Je ne sais pas si vous le voyez, mais les bras et le corps du Léviathan sont constitués des têtes des citoyens qui quittent la ville au moment même où ils abandonnent leur souveraineté à l'État abstrait. Alors, vous savez, je ne veux pas trop faire de théorie politique, mais tout ça — l'État, l'État-nation, le transfert de souveraineté — je pense que le joyau européen de la pensée politique, et cela a beaucoup à voir avec le libéralisme, c'est la république. Parce qu'on part de Platon, puis d'Aristote, puis de Cicéron, de Jean Bodin, de Kant et de Rousseau. Pendant dix-huit siècles, on parle de la république, puis arrive cet État-nation, bla bla bla. Mais la république est une notion supérieure sur le plan normatif, parce qu'elle signifie le bien commun. Ce n'est pas seulement la démocratie : on peut voter.

La république cherche à organiser le social. C'est donc une grande différence entre la démocratie et la république. En Europe, nous avons essentiellement créé un simple marché unique. Nous avons créé une monnaie unique, l'euro, qui n'est intégrée à aucune structure sociale ni à aucune structure démocratique. Le projet de l'Union européenne est donc voué à l'échec. Et c'est ce que nous vivons aujourd'hui. Mais la réponse plus complexe, c'est que l'Europe n'a pas, à proprement parler, de tradition libérale. En revanche, nous avons une tradition conceptuelle de la république, qui organise une société autour d'un bien commun. Peu importe qu'il s'agisse d'une monarchie, d'une aristocratie ou d'une politeia ; qu'une seule personne gouverne, que quelques personnes gouvernent ou que tout le monde gouverne. La seule question est la suivante : est-ce bon pour le peuple ?

Et donc, dans la grille de lecture aristotélicienne, il y a le roi qui gouverne bien : c'est le roi. Le roi qui gouverne mal, au détriment de la république, c'est le tyran. L'aristocratie qui gouverne bien pour le peuple, c'est la bonne aristocratie, comme les Médicis, qui ont fondé ces places et tout le reste. Et la mauvaise aristocratie, c'est ce qu'on a aujourd'hui : l'oligarchie. Mais la démocratie est au même niveau que la tyrannie et l'oligarchie. Tyrannie, oligarchie, démocratie. C'est pour ça que je pense que tous ces discours du genre : « Il faut sauver la démocratie », c'est complètement n'importe quoi. Il faut sauver la république.

#Speaker 2

Merci beaucoup pour cette intervention fascinante et très éclairante. J'ai d'abord une brève remarque, puis une question. Ma remarque, c'est que vos politiques axées sur l'industrie me font penser à Jeffrey Sachs, qui dit souvent qu'aux États-Unis, nous avons un département d'État et un département de la Défense dirigés par les militaires. C'est vraiment complexe.

#Ulrike Guérot

Nous avons un système de santé qui... Je ne sais pas si ça marche. Est-ce que ça... ? D'accord, maintenant ça marche.

#Speaker 2

D'accord. Nous avons un système de santé piloté par les entreprises pharmaceutiques, les compagnies d'assurance maladie, et ainsi de suite. Je voulais aussi faire écho à ce que David vient de dire. Ma question porte davantage sur cette évolution, sur les plus de soixante-dix ans que vous avez décrits, sur la construction, en quelque sorte, de ce projet européen commun. Et aussi sur le fait qu'au moins une période de la guerre froide a coïncidé avec une période de décolonisation. Je me demande s'il n'y a pas, en réalité, des liens plus profonds entre les deux. Une fois que l'Europe perd, en quelque sorte, son emprise sur tous ces autres endroits du monde où elle pouvait extraire des ressources naturelles, et ainsi de suite, elle se tourne vers une nouvelle manière d'améliorer sa situation économique : ce marché européen commun. Et maintenant, elle l'a perdu, n'est-ce pas ? Alors, quelle est la suite ? Que fait-on ensuite pour essayer de comprendre ? Je ne suis pas en désaccord ici avec le merveilleux projet européen.

C'est évidemment merveilleux, mais ce n'est pas non plus exactement grand. Et ce n'est pas particulièrement riche en ressources naturelles. Il y a, je pense, de vraies pressions et de vrais défis. Et je me demande si une partie de ce que nous voyons ne relève pas, en réalité, d'une réflexion à plus long terme : vous voulez déstabiliser la Russie parce qu'à terme, vous aimeriez avoir accès à ces ressources naturelles selon vos propres conditions, n'est-ce pas ? De toute évidence, la plupart d'entre nous ici conviendront qu'ils auraient pu y parvenir — non pas en prenant le contrôle de la Russie, mais en collaborant avec elle. Ils auraient pu se retrouver dans une situation bien meilleure.

Mais est-ce que, finalement, la stratégie a consisté à répondre à certains de ces défis économiques auxquels, d'une certaine manière, vous ne pouviez pas répondre après la décolonisation ?

#Ulrike Guérot

Alors, permettez-moi de revenir là-dessus, si je peux. Oui. Donc, mon argument — et c'est celui que je développe dans mon nouveau livre —, c'est que tant que cette ligne rouge reste là où elle est, l'Europe n'a aucune chance. Oui, parce qu'elle n'est qu'un État satellite des États-Unis. Et c'est, au fond, ce que les États-Unis cherchent à faire. Pauvre Canada, pauvre Brésil... mais tous les autres sont déjà dans les États-Unis. Vous savez, le Venezuela, Cuba, ils ont tous été, en gros, écrasés. Oui. Donc, si je pouvais rêver d'une Europe émancipée, y compris sur le plan géostratégique, géoéconomique, et ainsi de suite, mon objectif serait de déplacer cette ligne rouge jusqu'à l'Atlantique. Et de dire : nous avons un partenariat d'égal à égal, les yeux dans les yeux. Et, bien sûr, nous sommes amis avec les États-Unis. J'aime les États-Unis, vous savez. Je n'aime simplement pas l'État profond. Mais cette ligne rouge doit être déplacée vers l'océan, tout simplement parce que — et c'est là où je veux en venir — quelle est la perspective de ma carte ?

Parce que si vous tracez la ligne rouge de l'autre carte, elle passerait, en gros, juste sous le nombril, ici. Imaginez donc qu'on vous coupe sous le nombril : le torse tombe dans l'Atlantique et ne peut pas survivre. Cette carte, à mon avis, est très instructive sur ce que l'Europe devrait faire. Parce que vous dites : nous sommes entrés dans une nouvelle ère, nous sommes coupés des ressources, et nous perdons, en gros, les fondements de ce que nous étions. Et encore une fois, si je devais réfléchir à ce que l'Europe devrait faire — sans dire qu'elle peut le faire ou qu'elle le fera, mais à ce qu'elle devrait faire —, il faudrait regarder cette carte et se demander : que nous dit cette carte de mille cinq cent trente-quatre, qui n'est pas anodine ? C'est la première représentation, en quelque sorte, de ce que serait l'Europe, n'est-ce pas ? Elle repose sur la Russie — d'ailleurs, la Russie est ici — et elle a les pieds sur le sol eurasiatique.

Donc, la première chose, c'est de retrouver ses repères, en quelque sorte. Si je ne suis pas debout — si j'ai une ligne rouge ici et que mon torse est tourné vers l'Atlantique — je ne suis pas debout. Alors, je dois remettre les pieds sur le sol russe. C'est la première chose à faire. Deuxièmement, vous voyez que Madame Europe ne tourne pas la tête pour regarder Washington. Elle regarde plutôt vers l'Orient. Oui. Et, sur le plan culturel, je pense qu'il est très important pour l'Europe, à mon avis, de dépasser un peu ce débat, vous savez, islamophobe. Et de comprendre que les sociétés arabes sont aussi, d'une certaine manière, des sociétés antilibérales, comme nous le sommes. Et qu'il y avait aussi un miroir entre l'Occident et l'Orient. Je veux dire, nous avons reçu les figures, je veux dire, du monde arabe. Le progrès de l'Europe s'est toujours construit en regardant l'Orient, en prenant l'Orient comme miroir. Alors aujourd'hui, nous faisons Frontex. Nous avons un problème migratoire. Oui, nous avons bien un problème migratoire.

Mais nous ne comprenons pas que la déstabilisation totale du Proche-Orient relève de la promotion américaine de la démocratie. Que ce soit délibéré ou une conséquence involontaire, je m'en moque

complètement. Mais la conséquence, au mieux involontaire, sinon voulue, de cette promotion de la démocratie, c'est de déstabiliser les sociétés européennes par les migrations. Et il faut comprendre la question du libéralisme : les sociétés arabes sont essentiellement des sociétés conservatrices, tout comme, d'une certaine manière, les sociétés européennes qui n'ont pas de tradition libérale. Cela signifie que la tradition libérale économique américaine a plus ou moins détruit les sociétés arabes et les sociétés européennes, et qu'elle a détruit le lien culturel entre l'Occident et l'Orient.

Donc, s'il existe une perspective pour l'Europe, je pense qu'il faudrait affiner la thèse eurasiatique. Il faudrait aussi affiner notre regard sur le Maghreb, sur l'Orient, en allant au-delà de Frontex et de ce genre de choses. Et le troisième point, qui n'est pas anodin non plus, puisque nous parlons du libéralisme et de la république... Mais si vous regardez cela, c'est le Reichsapfel de la Respublica Christiana. En gros, l'Europe nous dit qu'elle est une république. Parce que c'est l'insigne, et non pas l'État ou l'État-nation. C'est simplement la république, qui est un modèle différent. Et aussi, au fond, un modèle économique : la res publica pour tout le monde.

Il y a donc aussi une connotation économique dans la mesure où l'Europe est libérale ou non libérale, au sens américain du terme, et dans quelle mesure, par tradition, elle est non libérale. C'est une discussion très importante, parce qu'il y a maintenant un livre de Pilkington, « La fin de l'ordre libéral mondial ». Et je pense que ce livre est très, très important pour l'Europe. Il faut comprendre que ce que nous appelons aujourd'hui les puissances civilisationnelles, comme la Chine, l'Inde ou l'Iran, arrivent avec cet élan civilisationnel dans un monde multipolaire. On pourrait développer longuement cet argument, mais, en bref, ce ne sont pas des pays libéraux. La Chine est une république populaire chinoise, dans le meilleur sens de la tradition européenne, d'une certaine manière. Oui.

Dans la meilleure tradition européenne. Oui. Ils ont donc transformé l'empire en république. Mais la république, cela veut dire qu'il y a un équilibre entre le « je » et le « nous ». Et c'est précisément ce à quoi nous avons renoncé dans la tradition américaine du libéralisme. Si vous réussissez là-bas, vous pouvez réussir partout. Je suis Rockefeller. Si vous n'êtes pas millionnaire, si vous ne priez pas pour votre argent et si vous n'avez pas un million, alors vous êtes un perdant, et c'est de votre faute. Enfin, ce n'est tout simplement pas la tradition européenne. Et c'est pourquoi je dis que, plutôt que tous ces discours que nous avons aujourd'hui sur la nécessité de sauver la démocratie, nous devrions réfléchir à la manière de sauver la république. Et c'est pour cela que cette carte m'est très chère.

#Pascal

Les quatre dernières minutes.

#Speaker 3

C'est les quatre dernières minutes ? Oh là là. Parce que la question que j'ai est vraiment très vaste. Donc, je voulais d'abord vous féliciter d'avoir identifié le libéralisme comme le cœur du livre. C'est très important. Mais si on y réfléchit, qu'est-ce que le libéralisme ? Le libéralisme est l'idéologie organique du capitalisme. Et ce que vous dites, en identifiant cela comme un problème, c'est que le capitalisme, en lui-même, est une forme sociale tellement problématique que Marx et Engels l'avaient eux-mêmes très bien compris.

Polanyi l'a redit plusieurs décennies plus tard : on ne peut jamais avoir une société purement libérale. Le libéralisme ne peut exister qu'en prenant la société existante et en la déformant de différentes manières. Le libéralisme est aussi quelque chose qu'on impose à d'autres pays dans le cadre de l'impérialisme, afin de les ouvrir, de les dominer, de permettre... Donc, je pense que c'est très important de le comprendre. Et je voulais juste dire deux ou trois choses, puis j'ai une question. Vous savez, c'est ironique. Karl Polanyi dit, par exemple, que des sociétés purement libérales ne peuvent jamais exister. Parce que, si elles s'y engageaient vraiment, cela détruirait la société.

#Speaker 2

Donc, le libéralisme en lui-même, oui, c'est ça.

#Speaker 3

Deuxièmement, Marx et Engels aussi, du moins dans L'Idéologie allemande, disent qu'il n'existe pas de capitalisme pur, et qu'on ne le laissera jamais en arriver là. Autrement dit, ils transformeront le capitalisme en autre chose bien avant qu'il n'atteigne ce stade. Et il y a un autre point que je voulais soulever. Vous savez, je me souviens avoir lu, il y a très longtemps, qu'en Europe, vous avez la représentation proportionnelle comme mode de scrutin parce que le libéralisme était un courant tellement minoritaire que les partis de la bourgeoisie n'auraient pas existé sans la proportionnelle. Oui. Vous n'auriez tout simplement pas pu l'espérer. Voilà ce que je voulais dire.

Et aussi dans le cas du Royaume-Uni et des États-Unis, que vous considérez comme des sociétés plus purement libérales, je pense que, là encore, au Royaume-Uni, la dimension socialiste est devenue assez dominante, vous savez, surtout dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Et Karl Polanyi dit, de façon très intéressante, que jusqu'au début du vingtième siècle, on ne pouvait même pas dire que les États-Unis étaient capitalistes. Parce que, selon lui, la terre, le travail et l'argent étaient, comme il le dit, libres. Ils n'étaient pas traités comme des marchandises avant le début du vingtième siècle. Ma question porte sur l'organisation politique. Vous dites que vous ne voulez pas du système des États-nations, que vous ne pouvez pas avoir l'Union européenne, et que vous voulez donc quelque chose entre les deux comme solution. Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur la manière dont vous envisagez cette solution ?

#Pascal

Vous devez obtenir la réponse dans les trois minutes.

#Ulrike Guérot

Bon, d'abord, je vous remercierais d'être d'accord avec moi sur cette tradition non libérale de l'Europe. Je pense que c'est le point le plus important à aborder. Et c'est très difficile de l'aborder dans une société, ou plutôt dans des sociétés, au pluriel, où nous sommes aussi fiers de nos démocraties libérales, oui ? Oui, « démocratie libérale » est une expression à la con. Parce que soit c'est une démocratie, soit c'est une démocratie. Et si la démocratie, c'est le vote d'une majorité, et que quatre-vingts pour cent d'un groupe donné votent pour une démocratie socialiste, alors on obtient une démocratie socialiste. Donc, l'association du libéralisme et de la démocratie est complètement bancale. Et cela explique, par exemple, Orbán et tous ces gens que nous appelons des démocrates illibéraux, n'est-ce pas ? Mais cette formulation est très révélatrice, au fond. Parce que nous ne disons pas qu'Orbán n'est pas un démocrate. Nous disons qu'il est illibéral, et que son illibéralisme ne nous plaît pas.

L'Union européenne, à l'inverse, est très libérale, mais pas démocratique. Pourtant, nous l'aimons beaucoup. Alors personne ne vient dire : « Bon, supprimons l'Union européenne parce qu'elle est libérale mais pas démocratique. » En revanche, Orbán doit partir parce qu'il n'est pas libéral. Donc, c'est contre l'aspect libéral que nous nous battons. Et par conséquent, le simple fait d'associer systématiquement la défense de nos démocraties libérales est, en termes sémantiques, théoriquement une connerie. Et il est très important d'avoir cette discussion. Mais je peux vous dire qu'elle est très difficile à avoir, parce que nous avons tous ces jeunes qui, en quelque sorte, n'ont aucune théorie. Pour eux, la démocratie libérale, ce sont les droits et libertés libéraux : la diversité, le genre, les transgenres, cinquante-six sexes, et ainsi de suite. Et si vous vous y opposez, alors vous êtes illibéral.

Et comme nous sommes tellement habitués à l'idée que le libéralisme, c'est ça, eh bien, la discussion devient vraiment... À votre crédit, et je suis tout à fait d'accord, rappelons-nous que, jusqu'au début des années quatre-vingt, il y avait quelque chose comme trente à trente-cinq pour cent de socialistes et de communistes dans le système européen, Berlinguer et les autres. Ils ont tous été éliminés. Thatcher et Kohl ont fait ça au début des années quatre-vingt-deux. Mais jusque-là, nous avions trente à trente-cinq pour cent de communistes européens et de socialistes dans le système. Et ces gens ont été, je dirais, progressivement écartés, parce qu'ensuite sont arrivés les discours identitaires et tout le reste, cette démocratie libérale. Je veux dire, on a formaté les gens avec des choses problématiques, n'est-ce pas ? Et oui, vous avez raison : aujourd'hui, Thatcher a eu raison. La société n'existe pas.

Et Matthias nous a donné hier le résultat : tout le monde est seul, tout le monde est anxieux, et la société est tellement atomisée. Le libéralisme a fait son œuvre. Je crois que Hegel disait déjà que le capitalisme détruirait l'État. Et nous y voilà : il n'y a plus que des citoyens, tous anxieux, tous seuls. Alors, où est la communauté, au juste ? Quelle est ma solution ? Eh bien, j'ai un livre qui vient de

paraître. C'est un livre très, très utopique, au fond. Mais j'y dis essentiellement que l'Europe devrait devenir un État. Elle devrait se constituer en république. Elle devrait aussi relever les régions pauvres, dépasser la logique des capitales, et mettre en place un système économique plus équilibré, ainsi qu'un système politique fondé sur les régions et, vous savez, sur leur représentation.

Et cela donne les moyens d'avoir une croissance plus équilibrée, au lieu de voir uniquement les capitales, comme Barcelone ou Paris, aspirées dans la chaîne de valeur mondiale. À partir de cette analyse économique, j'ai imaginé, si vous voulez, un système politique totalement différent, que j'appelle la République européenne. Dans ce système, l'Europe deviendrait une démocratie à part entière, avec deux chambres : un Sénat et une assemblée citoyenne. C'est un peu mon rêve, parce que je suis tellement triste que ce beau continent n'ait pas réussi à se mettre en ordre de marche.

#Speaker 1

Merci beaucoup.